

Elaboration d'une feuille de route SSIG du Conseil Contribution du collectif SSIG

ACTION SANITAIRE
ET SOCIALE

EDUCATION

EMPLOI

FORMATION

HEBERGEMENT

INSERTION

LOGEMENT

MEDICO SOCIAL

PROTECTION
SOCIALE

SANTE

Le Collectif SSIG se félicite du souhait exprimé par Xavier Bertrand devant le Parlement européen réuni en plénière « de travailler avec celles et ceux qui veulent apporter leur contribution à l'élaboration d'une feuille de route sur les SSIG »¹.

Le Collectif se réjouit de cette initiative de la Présidence du Conseil consistant à poursuivre le débat communautaire, notamment sur les volets du droit applicable en matière de contrôle des aides d'Etat aux services sociaux et de marchés publics.

A ce sujet, le Collectif se félicite que les communications de 2006 et 2007 aient clairement rappelé les dispositions spécifiques de la directive « marchés publics de services » qui excluent les services sociaux et de formation professionnelle de l'obligation d'appel d'offre.

Le Collectif soutient pleinement l'élaboration d'un cadre communautaire pour la qualité des SSIG et l'élaboration d'une méthodologie pour définir, suivre et évaluer la qualité par les moyens appropriés.

Il souligne cependant que la normalisation communautaire n'est pas nécessairement le meilleur instrument pour mettre en œuvre ce processus compte tenu du déficit démocratique qui caractérise son mode exclusif d'élaboration par le Comité européen de normalisation (CEN) face à la nécessaire implication de toutes les parties prenantes, notamment les utilisateurs et les autorités locales.

Le Collectif considère comme un acquis communautaire la reconnaissance du rôle des SSIG dans la mise en œuvre des objectifs fondamentaux du Traité et de la Stratégie de Lisbonne révisée ainsi que leur inscription dans les Protocoles additionnels au Traité de Lisbonne relatifs aux SIG et au principe de subsidiarité.

Le Collectif est attaché au principe de subsidiarité et à la grande marge de manœuvre laissée aux autorités publiques, notamment locales, dans la fourniture, la mise en œuvre et l'organisation des SIEG, tel que mentionné par le Protocole n°9 au Traité modifié.

Le Collectif considère que les communications de 2006 et 2007 ont parfaitement identifié les champs d'activités et reconnu les spécificités d'organisation et de financement des SSIG mais n'ont pas tiré toutes les conclusions utiles au regard des conditions d'application du cadre SIEG

¹ Cf la proposition de feuille de route des présidences française, tchèque et suédoise : **Services sociaux d'intérêt général** : " L'accès à des services sociaux d'intérêt général qui soient de grande qualité fait partie intégrante de l'inclusion active et de la cohésion sociale. Sur la base de la communication de la Commission relative aux services d'intérêt général, les travaux seront poursuivis en ce qui concerne la reconnaissance de la particularité de ces services ainsi que l'élaboration d'un cadre communautaire facultatif pour la qualité donnant des orientations quant à la méthodologie à adopter pour définir, suivre et évaluer des normes de qualité au niveau national. Les questions des aides d'Etat et des marchés publics pourraient être examinées de manière plus approfondie dans le contexte des services sociaux d'intérêt général".

* AGIR ENSEMBLE POUR DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTE DE QUALITE EN EUROPE

existant. Ce dernier est le fruit d'une jurisprudence qui s'est construite progressivement en référence aux seuls SIEG de réseau (énergie, télécommunications, transports).

Le Collectif souhaite que la Feuille de route intègre pleinement la question centrale du mandatement des prestataires de services sociaux par les pouvoirs publics nationaux et locaux. Cette exigence communautaire conditionne à la fois l'exclusion des services sociaux du champ de la directive « services », l'exemption de notification des aides d'Etat sous la forme de compensation et leur inscription dans le champ de l'article 86§2 et la protection de leurs missions d'intérêt général des seules forces du marché.

Le Collectif est convaincu que la transposition de la « directive services » d'ici fin 2009 et les premiers rapports sur le contrôle de juste compensation des aides d'Etat aux services sociaux pour la période 2006-2008, rapports triennaux d'évaluation que les Etats-membres doivent transmettre aux autorités communautaires de concurrence d'ici à décembre, contribueront à relancer le débat sur la définition d'un cadre adapté aux SSIG au sein du Conseil compte tenu des difficultés à appliquer le cadre SIEG en l'état. .

C'est la raison pour laquelle le Collectif propose d'enrichir la feuille de route SSIG en y intégrant les questions relatives :

1. à la normalisation des services sociaux engagée par le CEN sur mandat de la Commission européenne (M 371 du 19 juillet 2005) et relancée dans la perspective d'achèvement du marché intérieur ;
2. au mandatement des prestataires de services sociaux, tant du point de vue de la directive services que des exigences découlant de l'article 86§2 CE ;
3. Aux modalités de paramétrage du calcul et de contrôle de la juste compensation des aides d'Etat octroyées aux services sociaux, tenant compte de la forte densité et du maillage territorial des opérateurs sociaux ;
4. aux difficultés matérielles d'assumer la charge bureaucratique générée par ces contrôles conçus pour les grandes industries de réseau si on les appliquait aux services sociaux et à la multitude de prestataires locaux et d'autorités locales concernées comme l'exige le droit communautaire depuis le 19 décembre 2005.

<http://www.ssig-fr.org>

* AGIR ENSEMBLE POUR DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTE DE QUALITE EN EUROPE

AEFTI
AFP
CEEP-France
FAPIL
FEHAP

FHF
FNARS
FNM
FNSEM
INSTEP

MFP
MGEN
MSA
PACT
SYNOFDES

UNCCAS
UNIOPSS
UROF
USH

www.ssig-fr.org